*Bas salaires,
chômage, précarité...
Ça suffit!*

faire gagner la gauche antilibérale c'est possible

mardi 28 novembre à 19 heures
école élémentaire Maurice-d'Ocagne (14e)

débat public

avec le Collectif antilibéral Paris 14
(pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes)

*7 av. Maurice-d'Ocagne
(métro Porte-de-Vanves, bus PC et 58)*

http://antiliberal-paris14.org/

sécurité de l'emploi redistribution des richesses...

Rien ne se fera sans vous !

Depuis plus de vingt ans, le pouvoir d'achat stagne, les inégalités augmentent, les loyers explosent, les services publics se dégradent. Les classes populaires sont les premières à souffrir de cette situation. Comment assurer sa propre survie et celle de sa famille quand les salaires sont si bas et la vie est si chère ? Les licenciements se multiplient, plongeant dans le chômage et l'exclusion un nombre croissant de personnes. Or, dans le même temps, les bénéfices des grosses entreprises s'envolent au profit quasi-exclusif des actionnaires. L'argent coule à flot mais au profit de quelques-uns.

Face à cette situation, l'alternance au pouvoir entre les socialistes et la droite n'a malheureusement rien changé. Les gouvernements successifs se sont contentés d'accompagner la crise, quand ils ne l'ont pas aggravée. Pour masquer cette triste réalité, Nicolas Sarkozy et l'extrême droite cherchent à détourner l'attention vers les jeunes et les immigrés, pourtant premières victimes de cette dégradation.

Il est plus que jamais nécessaire de transformer en profondeur cette société, de la remettre sur ses pieds. C'est dans ce but que des citoyens issus ou non du PCF, de la LCR, du mouvement altermondialiste, proposent de rompre avec cette logique en présentant des candidatures communes aux prochaines élections. Rassembler la gauche antilibérale est indispensable pour porter au pouvoir une nouvelle majorité véritablement porteuse de justice sociale. Pour cela, près de 750 collectifs de citoyens se sont créés partout en France et ont élaboré un projet de gouvernement qu'ils proposent aujourd'hui aux Français *(lire ci-contre)*.

★ ★ ★ AMÉLIORER LES REVENUS ET LE NIVEAU DE VIE

★ SMIC à 1 500 € brut tout de suite, et rapidement à 1 500 € net.

★ Revalorisation générale des salaires et des retraites, de l'ordre de 300 €, avec rattrapage spécifique pour les femmes. Réduction de l'éventail des salaires. Interdiction des stock-options.

★ Minima sociaux augmentés de 300 €.

★ Augmentation immédiate des allocations chômage.

★ Création d'une allocation pour les jeunes en formation ou à la recherche d'un premier emploi.

★ ★ ★ CONTRE L'EMPLOI PRÉCAIRE

★ CDI à temps complet pour tous. Mise hors la loi du temps partiel imposé et des différents contrats précaires.

★ Abrogation du contrat nouvelles embauches (CNE).

★ Révision du statut des stagiaires afin qu'aucun stage ne remplace un emploi.

★ ★ ★ SÉCURISER LES PARCOURS DE TRAVAIL ET DE VIE

★ Interdiction des licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits.

★ Veto suspensif des élus du personnel sur les licenciements collectifs et les délocalisations.

★ ★ ★ RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

★ Généralisation des 35 heures à toutes les entreprises, avec en perspective les 32 heures, sans perte de salaire ni aggravation des conditions de travail.

★ Obligation de créations d'emplois correspondantes.

★ Stricte limitation des heures supplémentaires.

★ ★ ★ RESTAURER ET DÉVELOPPER LA PROTECTION SOCIALE

★ Abrogation des textes démantelant la protection sociale.

★ Prise en charge à 100 % de la prévention et des soins de santé, et des médicaments.

★ Pas de retraite en dessous du smic. Droit à la retraite à taux plein à 60 ans sur la base de 37,5 annuités sur les 10 meilleures années, dans le privé et le public.

★ ★ ★ POUR FINANCER CES MESURES, UNE RÉFORME FISCALE ORIENTÉE VERS PLUS DE JUSTICE SOCIALE

★ Réexamen de l'ensemble des dérogations (50 milliards d'euros).

★ Suppression du bouclier fiscal.

★ Refonte du barème (dix tranches, taux maximum à 55 %) : 75 milliards.

★ Revalorisation de l'impôt sur les sociétés par la suppression des zones franches : 760 millions.

★ Imposition plus forte des bénéfices distribués ou placés sur les marchés financiers.

★ Taxation des transactions financières.

★ Des moyens nouveaux pour l'inspection des impôts, contre l'évasion et la fraude fiscale : 50 milliards d'euros.

★ Suppression de tous les paradis fiscaux.

★ Augmentation des cotisations sociales des entreprises.

Contre la droite et le Medef, qui veulent aller encore plus loin dans la voie de la précarité et des inégalités, la gestion libérale du PS a fait la preuve de son échec. Pour imposer ces mesures, il faut un gouvernement appuyé sur une majorité vraiment de gauche. Il faudra aussi un mouvement social puissant. Ensemble, lancons la dynamique populaire !

Collectif antilibéral Paris 14

Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes